

Arrêté n° 1640 CM du 13 septembre 2017 fixant les modalités de la consultation par voie électronique des commissions administratives paritaires

(NOR : DGRH1721627AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°75 N du 19/09/2017 à la page 13192 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 10/06/2022

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 95-219 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux différentes positions des fonctionnaires de la Polynésie française ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 septembre 2017,

Arrête :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022*

Article abrogé

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022*

La direction générale des ressources humaines saisit par courriel avec accusé de réception chacun des membres titulaires et suppléants de la commission administrative paritaire.

A ce courriel, sont joints tous les documents permettant à chacun des membres de rendre son avis dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la saisine.

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022*

En l'absence de vote du titulaire, le vote du suppléant est pris en compte.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022*

L'avis de la commission administrative paritaire est réputé rendu dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 37 bis de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022*

Cet avis est formalisé par un relevé de décision signé du président de la commission administrative paritaire. Ce relevé de décision contient le décompte des voix et l'avis final de la commission administrative paritaire. Le relevé de décision est transmis aux membres de la commission administrative paritaire dans un délai de huit (8) jours par voie électronique.

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022*

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2017.

Par le Président de la Polynésie française :
Edouard FRITCH.

Le ministre du travail,

de la formation professionnelle
et de l'éducation,
Tea FROGIER.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 1640 CM du 13 septembre 2017](#), JOPF n° 75 N du 19/09/2017 à la page 13192
- [Arrêté n° 897 CM du 2 juin 2022](#), JOPF n° 46 N du 10/06/2022 à la page 12304